

© Manuel Braun

## Bruno Latour France

# Dialogue d'écrivains

### L'auteur

**Bruno Latour**, né en 1947 à Beaune, en Côte d'Or, après une agrégation de philosophie, s'est formé à l'anthropologie en Côte d'Ivoire. Il a longtemps enseigné dans des écoles d'ingénieur, le CNAM d'abord, puis l'École des Mines où il avait rejoint le Centre de sociologie de l'innovation en 1982. De juin 2007 à juin 2012 il a été directeur adjoint de Sciences Po chargé de la recherche.

Depuis septembre 2006, il est professeur à Sciences Po, Paris. Il est notamment l'auteur de *La vie de laboratoire*, son premier livre dans lequel il décrit le fonctionnement quotidien d'un laboratoire californien en utilisant des méthodes ethnographiques. De plus en plus intéressé par les multiples connections entre la sociologie, l'histoire et l'économie des techniques il publie un livre de synthèse (*La science en action*) et de nombreux articles sur l'innovation technique.

Ses intérêts pour les questions de gestion et de d'organisation de la recherche vont de pair avec des travaux d'anthropologie philosophique comme *Nous n'avons jamais été modernes* (1991, traduit en trente langues) et de culture scientifique comme dans *Petites leçons de sociologie des sciences* (La Découverte), traduit en quatre langues).

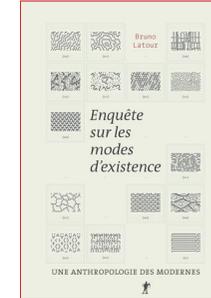
Il a également publié un ouvrage sur l'ethnographie du Conseil d'État *La fabrique du droit*.

Après avoir fondé le médialab de Sciences Po afin de tirer profit des méthodes numériques pour les sciences sociales, il a créé avec Valérie Pihet le programme expérimental en arts politiques à Sciences Po (SPEAP).

Depuis juin 2007, il est président du comité Culture de la Fondation de France.

### Zoom

**Enquête sur les modes d'existence** (La Découverte) (480 p.)



Le spectre de la modernisation hante la planète. On compare les sociétés en fonction de leur plus ou moins grand degré de modernisation ; on s'interroge sur ses vertus, ses dangers, son degré d'universalité ou son obsolescence. Or, chose étrange, on manque d'une description anthropologique de ceux qui se désignent comme étant à l'origine de ce mouvement. Que nous est-il donc arrivé ? De quoi pouvons-nous hériter ? Comment bien nous présenter face aux

autres cultures ?

Ce livre est un premier «rapport d'enquête». L'anthropologie philosophique qu'il esquisse donne à la comparaison des cultures une autre base que celle d'un front universel de modernisation. Il complique l'image que les Modernes ont d'eux-mêmes, mais aussi celle que les autres peuvent avoir sur eux. L'enjeu n'est pas mince au moment où les crises écologiques obligent les sociétés à repenser ce qu'elles ont en commun.

**La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence** (Seuil, 1995 - coll. « Points essais », 1998) (223 p.)

**Le Nouvel Âge des inégalités**, avec J.-P. Fitoussi (Seuil, 1996 **ÉPUISÉ** - coll. « Points Essais », 1998) (232 p.)

**La Monarchie impossible. Histoire des Chartes de 1814 et 1830** (Fayard, 1994) (376 p.)

**Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France** (Gallimard, 1992 - coll. « Folio-Histoire », 2001) (640 p.)

**L'État en France de 1789 à nos jours** (Seuil, 1990 - coll. « Points Histoire », 1998) (370 p.)

**La République du centre. La fin de l'exception française**, avec F. Furet et J. Juilliard, (Calmann-Lévy, 1988 - coll. « Pluriel », 1989 **INDISPONIBLE**) (224 p.)

**La Question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale** (Calmann-Lévy, 1988 **ÉPUISÉ** - coll. « Pluriel », 1998 **INDISPONIBLE**)

**Le Moment Guizot** (Gallimard, 1985 **INDISPONIBLE**)

**Misère de l'économie** (Seuil, 1983) (156 p.)

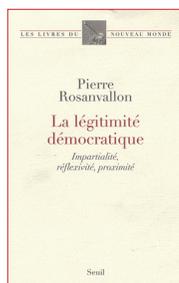
**La Crise de l'État-providence** (Seuil, 1981 - coll. « Points Essais », 1992) (183 p.)

**Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché** (Seuil, 1979 - coll. « Points Essais », 1999) (252 p.)

**Pour une nouvelle culture politique**, avec P. Viveret (Seuil, 1977 **INDISPONIBLE**) (154 p.)

**L'Âge de l'autogestion**, (Seuil, 1976 **ÉPUISÉ**) (246 p.)

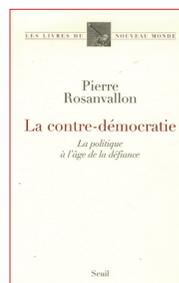
**La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité** (Seuil, 2008 - « Points essais, 2010) (367 p.)



Le peuple est la source de tout pouvoir démocratique. Mais l'élection ne garantit pas qu'un gouvernement soit au service de l'intérêt général, ni qu'il y reste. Le verdict des urnes ne peut donc être le seul étalon de la légitimité. Les citoyens en ont de plus en plus

fortement conscience. Une appréhension élargie de l'idée de volonté générale s'est ainsi imposée. Un pouvoir n'est désormais considéré comme pleinement démocratique que s'il est soumis à des épreuves de contrôle et de validation à la fois concurrentes et complémentaires de l'expression majoritaire. Il doit se plier à un triple impératif de mise à distance des positions partisans et des intérêts particuliers, de prise en compte des expressions plurielles du bien commun, et de reconnaissance de toutes les singularités. D'où le développement d'institutions comme les autorités indépendantes et les cours constitutionnelles, ainsi que l'émergence d'un art de gouvernement toujours plus attentif aux individus et aux situations particulières. Nous sommes entrés dans ce nouveau monde sans en avoir perçu la cohérence ni interrogé lucidement les problèmes et les conséquences.

**La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance** (Seuil, 2006 - « Points essais », 2008) (345 p.)



L'idéal démocratique règne désormais sans partage, mais les régimes qui s'en réclament suscitent partout de vives critiques. L'érosion de la confiance dans les représentants est ainsi l'un des problèmes majeurs de notre temps. Mais, si les citoyens fréquentent moins les urnes, ils ne sont pas pour autant devenus passifs : on les voit manifester dans les rues, contester, se mobiliser sur Internet... Cet ouvrage propose d'appréhender les mécanismes d'institution de la confiance et l'expression sociale de la défiance comme deux sphères et deux moments distincts de la vie des démocraties. L'activité électorale-représentative s'organise autour de la première dimension : c'est elle qui a été classiquement étudiée. Mais la seconde n'a jamais été explorée de façon systématique. C'est à quoi s'attache Pierre Rosanvallon en proposant une histoire et une théorie du rôle structurant de la défiance dans les démocraties. Ce renversement radical de perspective conduit à explorer un continent politique longtemps inaperçu : celui de la «contre-démocratie». Cette dernière résulte d'un ensemble de pratiques de surveillance, d'empêchement et de jugement au travers desquelles la société exerce des pouvoirs de correction et de pression.

**Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours** (Seuil, 2004 **ÉPUISÉ** - coll. « Points histoire », 2006) (446 p.)



A l'aube du XXIe siècle, la démocratie est à la fois triomphante et incertaine. L'évidence désormais universellement revendiquée de ses principes s'accompagne en effet d'une perplexité croissante sur les formes de son accomplissement. D'un côté, les hommes et les femmes aspirent à davantage de pluralisme et de décentralisation, à l'extension des contre-pouvoirs et à un contrôle des institutions démultiplié au plus près des réalités. De l'autre, ils expriment une demande accrue de politique et souhaitent la plus forte affirmation d'un lieu central dans lequel puisse s'exprimer et prendre forme une volonté commune efficace, conjurant le péril d'une « gouvernance sans gouvernement ». Cet ouvrage éclaire les termes de cette question en reconsidérant l'histoire du cas français qui a constitué depuis deux siècles un laboratoire exemplaire de la tension moderne entre le particulier et le général, les corps intermédiaires et l'Etat. Si le procès de la centralisation et du jacobinisme a mille fois été instruit depuis Tocqueville, il y a une autre histoire qu'il convient de prendre en compte pour saisir la marche effective des choses : celle des fortes résistance à ce jacobinisme.

**Pour une histoire conceptuelle du politique** (Seuil, 2003) (61 p.)



« Mon ambition est de penser la démocratie en reprenant le fil de son histoire. Mais il est tout de suite nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas seulement de dire que la démocratie a une histoire. Il faut considérer plus radicalement que la démocratie est une

histoire. L'objet de l'histoire conceptuelle du politique est ainsi de suivre le fil des expériences et des tâtonnements, des conflits et des controverses, à travers lesquels la cité a cherché à prendre forme légitime.

En retraçant la généalogie longue des questions politiques contemporaines, il s'agit de reconstruire la façon dont des individus et des groupes ont élaboré leur intelligence des situations, de repérer les récusations et les attractions à partir desquelles ils ont formulé leurs objectifs, de retracer la manière dont leur vision du monde a borné et organisé le champ de leurs actions. C'est pour cela une histoire qui a pour fonction de restituer des problèmes plus que de décrire des modèles. L'histoire ainsi conçue est le laboratoire en activité de notre présent, et non pas seulement l'éclairage de son arrière-fond. »

P. R.

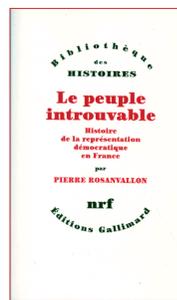
**La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France** (Gallimard, 2000 **INDISPONIBLE** - coll. « Folio histoire », 2003) (440 p.)



La démocratie représentative s'impose dans son principe en même temps qu'elle se fragilise dans son fonctionnement. Si la démocratie peut être banalement définie comme la mise en œuvre de la souveraineté du peuple, le contenu même de cette

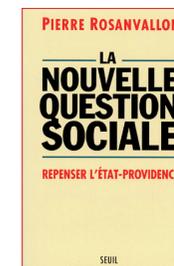
dernière semble en effet aujourd'hui se dissiper. Progression de la mondialisation économique, accélération de la construction européenne, croissance du rôle du droit, montée en puissance des instances de régulation non élues, rôle plus actif du Conseil constitutionnel : de multiples évolutions convergent pour ébranler les objets et les modes d'expression acquis de la volonté générale. Le but de cet ouvrage est d'éclairer ces questions présentes en les resituant dans une histoire longue et élargie du problème de la souveraineté du peuple. Car les interrogations sur le sens et les formes adéquates de cette souveraineté ne datent pas d'aujourd'hui. A distance des démissions ou des simplifications contemporaines, l'auteur entend montrer que le projet d'une souveraineté plus active du peuple reste toujours pertinent et qu'il peut dorénavant être compris en des termes qui renforcent la liberté au lieu de la menacer.

**Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France** (Gallimard, 1998 - coll. « Folio-Histoire », 2002) (379 p.)



La démocratie constitue, depuis deux siècles, l'horizon du bien politique. Mais elle semble en même temps inachevée ou trahie. Une des principales raisons de ce malaise tient à une difficulté de figuration : l'avènement d'un monde d'individus rend la société moins lisible en ses différences. Il y a ainsi une tension qui se noue entre l'évidence du principe politique de la démocratie et le caractère plus incertain de son fondement sociologique. Le peuple est sacré souverain au moment où il paraît plus insaisissable. Dès le départ, le problème des conditions d'une « bonne » représentation politique s'est posé et il n'a pas cessé depuis. Pierre Rosanvallon s'attache à construire l'histoire de cette question. Partant des formulations et des expériences de la période révolutionnaire, il reprend ensuite le fil des interrogations et des tâtonnements du XIXe siècle pour montrer comment s'est constituée, au tournant du XXe siècle, une démocratie d'équilibre. Ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de représentation » doit être compris comme résultant, depuis les années 1970-1980, de l'érosion de cette démocratie d'équilibre. D'où le trouble et le désarroi qui accompagnent l'entrée dans ce qui marque un troisième âge de la démocratie.

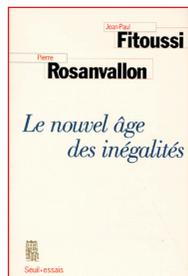
**La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence** (Seuil, 1995 - coll. « Points essais », 1998) (223 p.)



L'Etat-providence est toujours en crise. Mais celle-ci a changé de nature. Au-delà des lancinants problèmes de financement et de gestion, au-delà des questions posées sur l'efficacité du système de redistribution, ce sont les principes organisateurs de la solidarité et la conception

même des droits sociaux qui se trouvent remis en cause. La crise est maintenant d'ordre philosophique. Elle est liée à l'avènement d'une nouvelle question sociale. Il ne s'agit plus seulement, comme il y a dix ans, de relégitimer l'Etat-providence. Devant les fractures sociales des années 1980, l'intervention publique a en effet retrouvé toute sa justification. C'est à une refondation intellectuelle et morale qu'il faut aujourd'hui procéder. Pierre Rosanvallon explore, dans ce livre, les formes que pourrait prendre un Etat actif-providence lié au développement de la citoyenneté sociale. Il invite notamment à enrichir la notion de droit social, à reformuler la définition du juste et de l'équitable, à réinventer les formes de la solidarité. Cette recherche est indissociable d'une pratique plus active de la démocratie et d'une idée renouvelée de la nation.

**Le Nouvel Âge des inégalités**, avec J.-P. Fitoussi (Seuil, 1996 **ÉPUISÉ** - coll. « Points Essais », 1998) (232 p.)

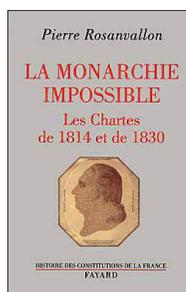


De multiples symptômes en témoignent : il y a, à l'évidence, un nouveau malaise français. Nos concitoyens ne savent plus très bien qui ils sont, ni ce qui les relie les uns aux autres. Ils craignent de vivre demain moins bien qu'aujourd'hui et ils se méfient, de plus

en plus, de tous leurs dirigeants. Cette crise ne saurait être réduite aux seuls effets destructurants de la mondialisation économique. Les problèmes les plus visibles procèdent certes des bouleversements qu'elle entraîne. Mais il y a une autre souffrance, plus souterraine, qui renvoie aux effets destructeurs de l'individualisme moderne. De nouvelles formes d'inégalité apparaissent aussi. Se trouvent ainsi simultanément en panne les institutions de mise en œuvre du lien social et de la solidarité, les formes du rapport entre économie et société, les identités individuelles et collectives. Faute d'avoir pris la mesure de ces bouleversements, les forces politiques traditionnelles se trouvent de plus en plus coupées de la société.

D'où le risque d'une montée en puissance d'un populisme pervers. Que faire alors ? Ce livre propose une analyse vigoureuse de la nouvelle donne et des voies pour en sortir.

**La Monarchie impossible. Histoire des Chartes de 1814 et 1830** (Fayard, 1994) (376 p.)



A trois reprises- en 1791, 1814, et 1830- la France a cherché à conjuguer le principe monarchique avec les libertés modernes. Ces trois tentatives se sont soldées par des échecs. Les circonstances ont certes eu leur part dans cette répétition, mais elles n'expliquent pas tout: dans

la plupart des pays européens, la monarchie constitutionnelle a servi de cadre presque naturel à la transformation des institutions politiques, permettant un passage apaisé vers des régimes libéraux et démocratiques — à tel point que, dans nombre d'entre eux, la monarchie subsiste formellement aujourd'hui. Comment expliquer ce qui apparaît là encore comme une singularité française ? En faisant l'histoire des Chartes de 1814 et 1830, en rappelant les étapes de leur élaboration et en observant leur fonctionnement, Pierre Rosanvallon ne se limite pas à une approche juridique. Il propose une interprétation d'ensemble du difficile accouchement de la démocratie libérale en France.

**Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France** (Gallimard, 1992 - coll. « Folio-Histoire », 2001) (640 p.)



De la Révolution à la fin du XIXème siècle, la question du suffrage universel a été au centre des passions sociales, des affrontements politiques et des perplexités intellectuelles. Elle a noué ensemble toutes les interrogations sur le sens et les formes de la démocratie moderne : rapport des droits

civils et des droits politiques, de la légitimité et du pouvoir, de la liberté et de la participation, de l'égalité et de la capacité. Si la démocratie est à la fois un régime (la souveraineté du peuple) et une religion (la célébration d'une société des égaux), elle trouve dans le suffrage universel sa double matrice. L'auteur s'attache à reconstruire dans toute sa complexité l'histoire intellectuelle de cette conquête. La figure du citoyen reste, en effet, attachée à celle de l'individu moderne. L'histoire sociale se double donc d'une perspective anthropologique : la citoyenneté ne peut être pensée que dans le prolongement du processus d'émancipation de l'individu.

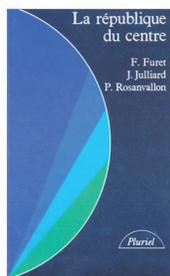
**L'État en France de 1789 à nos jours** (Seuil, 1990 - coll. « Points Histoire », 1998) (370 p.)



Le très petit nombre des travaux consacrés à l'histoire de l'Etat français contraste singulièrement avec la vigueur des jugements qui s'expriment à son propos. D'où le décalage : l'Etat comme problème politique, ou comme phénomène bureaucratique, est au cœur des passions partisans et des débats philosophiques

tout en restant une sorte de non-objet historique. Ce quasi-vide, Pierre Rosanvallon a voulu commencer à le combler dans cet ouvrage, qui est à la fois bilan et programme. Il propose une première synthèse des travaux disponibles et offre une vaste bibliographie commentée.

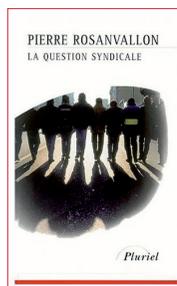
**La République du centre. La fin de l'exception française**, avec F. Furet et J. Juilliard, (Calmann-Lévy, 1988 - coll. « Pluriel », 1989 **INDISPONIBLE**) (224 p.)



Au moment où elle manifeste un consensus jamais atteint depuis 1789 sur ses institutions, la France n'a plus de parti communiste puissant, ni de droite majoritaire. Elle est gouvernée au centre par un parti socialiste dominant, et comporte une extrême droite qui n'a jamais réuni

tant de voix. De ce vaste et récent remue-ménage qui a bouleversé l'équilibre des forces de la Ve République, les auteurs cherchent à comprendre les causes, et à mesurer les conséquences. Ce qui s'y joue va bien au-delà de la naissance d'une « République du centre » : c'est toute la culture politique héritée de la Révolution française, l'entrée de la France dans le droit commun des démocraties. On peut en concevoir, selon les cas, de la mélancolie, de l'inquiétude ou de l'espoir : sentiments qui ne sont pas incompatibles et qu'on trouve à doses variables dans les trois essais qui forment ce livre.

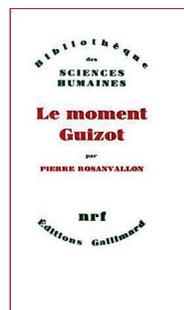
**La Question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale** (Calmann-Lévy, 1988 **ÉPUISÉ** - coll. « Pluriel », 1998 **INDISPONIBLE**)



Les syndicats français ont perdu près de deux tiers de leurs adhérents depuis le milieu des années 1970. Déclin qui ne s'explique pas seulement par des facteurs économiques ni même par le vieillissement de ces organisations. C'est le phénomène syndical lui-même qui est en cause dans

sa triple fonction de représentation des intérêts, de régulation des conflits et de production de solidarité. Chacune d'elles est aujourd'hui profondément ébranlée. D'où la perte de légitimité et d'influence du syndicalisme ; et, en retour, une moins bonne gestion des conflits sociaux, comme une véritable « panne » de la représentation sociale. Au-delà de la question syndicale, ce livre invite à une ample réflexion sur les nouvelles conditions de la gestion du social en France.

**Le Moment Guizot** (Gallimard, 1985 **INDISPONIBLE**)



Guizot, comme tous les penseurs libéraux de la Restauration et de la monarchie de Juillet, a été longtemps négligé, pris qu'il était entre les deux temps forts de la théorie politique moderne : l'apogée révolutionnaire du rousseauisme d'un côté, les commencements de la

tradition socialiste de l'autre. La réévaluation de ce courant de pensée a commencé avec Tocqueville, avec Benjamin Constant. Elle s'affirme avec *Le moment Guizot*. Phénomène normal après la crise du marxisme et celle de toute la pensée de gauche : il s'agit, pour une génération nouvelle, de penser à neuf la politique en remontant aux origines du grand débat autour du libéralisme et de la démocratie. En évitant d'opposer, comme on le fait ordinairement, la période « libérale » de l'opposant d'avant 1830 à la période « conservatrice » de l'exercice du pouvoir, l'ouvrage reconstitue la logique interne d'une pensée qui condense, de façon exemplaire, les acquis et les impasses du conservatisme libéral dans sa plus forte expression française.

**Misère de l'économie** (Seuil, 1983) (156 p.)

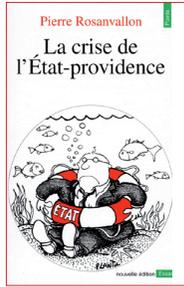


« La France est molle : la vie politique est terne, la mobilisation sociale réduite à quelques tensions passagères et les débats intellectuels à l'étiage. Les idéologies et les grandes synthèses macro-explicatives sont en recul. La société française semble s'être mise avec désenchantement à

l'école des faits. Chacun se sent plus réaliste et patauge le front bas dans la glaise des contraintes. Mais cet apprentissage brutal du réalisme s'est accompagné d'une liquéfaction des représentations de l'avenir, d'un blocage de l'imagination. Du même coup, il ne produit que les plus secs de ses fruits : le consentement aigri aux difficultés de la période. Il n'aide aucun projet à redessiner la figure de ses possibilités. »

Ce constat sans complaisance de Pierre Rosanvallon donne le ton à un livre qui constitue la suite logique de la *Crise de l'État-Providance*. Il nous montre dans le recueil de ses chroniques publiées dans *Libération* les principaux acteurs de la vie économique et sociale en porte-à-faux.

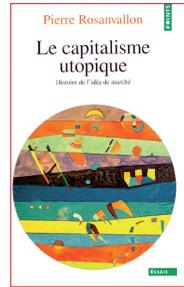
**La Crise de l'État-providence** (Seuil, 1981 - coll. « Points Essais », 1992) (183 p.)



Pendant presque un siècle, la construction de l'État-providence a constitué l'horizon naturel du progrès social dans les pays industriels. Cet État-providence est aujourd'hui mal en point. Il est d'abord devenu trop coûteux. Si elles continuaient à croître au rythme actuel, les dépenses

de santé absorberaient dans trente ans la quasi-totalité des ressources des ménages ! Pour faire face à la hausse des dépenses sociales, les prélèvements obligatoires ont crû très rapidement, menaçant du même coup la compétitivité des entreprises et le dynamisme de l'économie. Mais l'État-providence est surtout devenu une machinerie de plus en plus opaque et bureaucratique. Les principes de solidarité et de redistribution qui le commandent, n'apparaissent plus clairement. La crise de l'État-providence est culturelle et morale plus encore qu'économique.

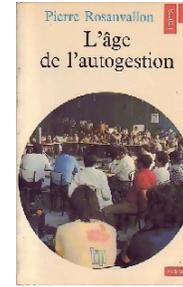
**Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché** (Seuil, 1979 - coll. « Points Essais », 1999) (252 p.)



Le concept de marché tel qu'il se forme au XVIII<sup>e</sup> siècle ne définit pas seulement un mode de régulation de l'économie. Il a surtout une dimension sociologique et politique. La société de marché renvoie à la perspective d'une société civile autorégulée, la confrontation des intérêts

étant censée mener à une « harmonie » que ni la politique ni la morale ne savait réaliser. Elle s'oppose de la sorte aux théories du contrat social qui impliquent une organisation volontariste du lien social. D'où la notion de capitalisme utopique. Depuis deux siècles, ce dernier n'a cessé de constituer à la fois une tentation et une illusion : substituer au face à face des individus et au débat des citoyens le règne de procédures anonymes et impersonnelles. Dans cet ouvrage Pierre Rosanvallon ne retrace pas seulement l'histoire intellectuelle de cette idée de marché. Il éclaire de façon neuve tous les débats contemporains sur le libéralisme et sa critique.

**L'Âge de l'autogestion**, (Seuil, 1976 **ÉPUISÉ**) (246 p.)



« Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde ; les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques. L'autogestion n'est pas la fin de la politique, mais sa généralisation. L'autogestion n'est pas le collectivisme, mais la dépropriation. L'autogestion n'est pas la transparence, mais l'expérimentation. »

P.R.